



AGUCHETS OUVERTS

Monsieur le Directeur Général,

Nous avons le plaisir de vous accueillir dans ce département des Hauts-de-Seine, qui je le sais, en tant que comptable des ressources publiques, vous est très cher.

Vous nous faites l'honneur de votre visite dans une période particulièrement troublée au sein du Ministère, que dis-je des Ministères en charge du recouvrement et de la redistribution des contributions publiques.

La Trésorerie de Clamart est le 1000ème poste à basculer dans HELIOS, vous comprendrez que nous ne sommes pas venus nous satisfaire de cette célébration factuelle en ce milieu de l'été. Remarquez que c'est en décryptant Trésor Public Actualités que nous avons saisi l'enjeu de votre visite.

Votre visite est aussi l'occasion pour les agents du département de vous faire savoir que la réalité est autre que celle que vous voulez bien diffuser.

Les annonces récentes du gouvernement ont, vous pouvez le concevoir, semé l'émoi chez nos collègues chargés notamment du recouvrement de l'impôt. La fusion des secteurs recouvrement de la DGCP et de la DGI ou la fusion des deux administrations historiques du Ministère nécessitent un minimum de concertation et de pédagogie. Les agents, vous le savez, ne sont pas hostiles à l'évolution de leurs métiers mais ne peuvent intégrer réformes sur réformes sans en voir les avantages pour eux, pour les usagers.

Les agents du réseau, sachez-le, Monsieur le Directeur Général, ne sont pas hostiles au progrès mais souhaitent que ces progrès leur profitent également, ce qui n'est pas le cas. Et pour la première fois, une étude récente a relevé de la souffrance au travail dans nos postes et services.

La fusion que propose le Ministre WOERTH n'est en rien un progrès technique, elle n'est que le résultat d'une réflexion budgétaire et comptable de la dépense publique. Oui, Monsieur le Directeur Général, le recouvrement des créances publiques coûte au budget de l'État mais beaucoup moins qu'il ne rapporte au budget de l'État. Les indicateurs (les vôtres) le montrent, le recouvrement des créances publiques par des fonctionnaires payés par la solidarité nationale sont au dessus des indicateurs des autres organismes de recouvrement. Monsieur le Directeur vous avez avec vous le réseau le plus fiable et le plus réactif aux évolutions comptables et budgétaires, capable de se mettre à niveau si tant est que vous lui en donniez les moyens. Vous vous êtes félicité du passage en mode LOLF mais grâce à qui?

Vous avez pour vous une ressource humaine que vous ne sauriez gâcher par une décision malheureuse de contraintes budgétaires.

Les agents du réseau sont prêts à faire des efforts mais pas à n'importe

quel prix.

- Vous nous demandez une restitution anticipée des comptes de gestion en même temps que vous déployez l'appli HÉLIOS!!!
- Vous nous demandez un taux de recouvrement supérieur à 99% mais vous obérez les trésoreries impôts de leurs ressources.
- Vous demandez aux Trésoreries Amendes des résultats inatteignables compte tenu des décisions politiques.
- Vous interchangez vos compétences avec le DGI alors que celles-ci sont spécifiques et demandent des années de pratiques. Vous vous privez de l'expérience et de la compétence des collègues qui pratiquent au quotidien l'évaluation domaniale, par exemple, mais qui préfèrent, désormais, réintégrer les services d'assiette.

Certains de nos collègues ont connu en un an toutes les réformes que vous nous avez concoctées : la spécialisation puis le basculement HÉLIOS, et les autres la spécialisation puis le basculement en front office/back office.

Les Hauts de Seine n'ont pas été épargnées par les restructurations. Pour la première fois, nous, représentants du personnel CGT, élus et usagers avons eu à déplorer la fermeture de Trésoreries : les trésoreries de Fontenay aux Roses, du Plessis Robinson et de Puteaux ont fermé leurs portes aux contribuables en 2006. Les devenir de Bois-Colombes, La Garenne-Colombes, Châtenay-Malabry sont dorénavant suspendus à votre volonté. Le contribuable, qu'il soit urbain ou rural, demande un service public de proximité, de pleine compétence capable d'apporter une réponse à son problème fiscal.

Comment voulez vous que, dans ce département, nous remplissions les objectifs dans de bonnes conditions avec 60 emplois vacants en permanence. Aujourd'hui 10 juillet 2007, il manque 77 emplois dans les Postes et services du département. Comment voulez-vous que la Trésorerie Amendes qui, au 1er octobre, se retrouvera à - 11 emplois par rapport à l'ORE départemental et à - 14 par rapport à la cible DGCP, assure ne serait-ce que le minimum qui lui est demandé soit un accueil téléphonique et physique décent (14 emplois correspondent à 40% de l'effectif).

L'ORE, qui depuis 2003, est devenu la norme quantitative de la ressource humaine a amputé 85 emplois dans le département (soit 10% des emplois de B et de C).

Les Hauts-de-Seine département vitrine comme beaucoup l'entendent, mais vitrine dépolie devant l'état des services :

- Tous les Hôtels des Finances, dans le département, sont en retard sur les objectifs de recouvrement.
- Aucun des postes basculé dans l'ère HÉLIOS ne retrouve l'ergonomie et la souplesse des applicatifs précédents. Et ce n'est pas les primes saupoudrées qui sauront aplanir les difficultés qu'engendre HÉLIOS. Primes, qui soit dit en passant, n'ont concerné que 3 postes (dont 2 mixtes) et qui ont engendré un certain nombre de malaises.
- La Trésorerie de Boulogne Impôt est passée en front office / back-office et comme par hasard après un an de pratique, les résultats en taux de recouvrement sont très en retard des autres Trésoreries.
- La TP AMENDES, classée 3ème du groupe 1, est 3.5 point, à ce jour, en deçà des objec-

tifs 2007.

- Le département des DOMAINES voit, quotidiennement, les agents transférés, demander leur réintégration au sein de la DGI.
- Les collègues du Département Informatique ont le sentiment de faire de la permanence et d'assurer une présence avant fermeture. Un ancien CSTP leur avait promis un centre éditique, le même leur avait promis un centre d'encaissement. Ils se retrouvent aujourd'hui à liquider les stocks d'envois et doivent demander des mutations sur postes administratifs perdant ainsi leurs primes informatiques.
- Les collègues de la Recette Municipale de Nanterre vont être envoyés au-delà de l'autoroute A86 alors que des centaines de signatures (élus, usagers et agents) demandent une réinstallation de la Trésorerie proche de la Mairie.
- Les agents affectés sur la gestion des offices et les locataires des offices municipaux et départemental d'HLM vous demandent de les garder dans la sphère publique. Nous sommes ici à CLAMART, qui a fait le choix inverse, mais ils comptent sur vous pour porter cette aspiration en plus hauts lieux.

Les agents du département des HAUTS-DE-SEINE attendent de vous que :

1. Vous combliez les vacances d'emplois dans le département,
2. Vous stoppiez le déploiement d'HELIOS tant que l'applicatif ne sera pas stabilisé et ne donnera pas de garanties de progrès par rapport aux applicatifs déjà existants,
3. Vous arrêtiez les opérations de spécialisations de Trésoreries et les fermetures qui en découlent,
4. Vous reconnaissiez les qualifications des agents et mettiez fin à la banalisation des grades entre B et C,
5. Vous mettiez fin à la liste d'aptitude et promouviez à la place un concours professionnel plus à même de reconnaître la capacité des agents et contrôleurs expérimentés,
6. Vous stoppiez la mise en place d'objectifs qui, en plus, sont déconnectés des réalités et de la condition d'exercice des postes et services,
7. Vous portiez auprès des instances décisionnelles un plan pluriannuel de recrutements capable d'assurer un développement de l'emploi public notamment au sein de notre Ministère,
8. Vous mettiez fin aux emplois précaires dans le réseau et que vous transformiez les emplois de vacataires en emplois disponibles,
9. Vous assuriez un rattrapage intégral des pertes de pouvoir d'achat depuis 2000, puis un maintien et une progression de celui-ci par l'augmentation du point d'indice. Les agents du département vous demandent d'arrêter le saupoudrage individuel soit par les primes, soit par les effets néfastes de la notation,
10. Enfin, vous apportiez les réponses à nos interrogations car votre prédécesseur, venu nous voir il y a 5 ans, est toujours détenteur d'un certain nombre de questions que nous lui avons transmis. Si jamais vous le rencontriez, merci de lui rappeler ses engagements.

Les représentants CGT, le 10 juillet 2007